

Le contenu a pris une importance majeure

A la faveur de la crise de civilisation qui s'intensifie sous les effets d'une pandémie agissant comme un amplificateur de la crise multiforme (économique, sociale, environnementale) le débat de contenu est en train de prendre une dimension politique essentielle. Dans un moment aussi lourd de menaces que fort d'espoirs, avec en toile de fond une société française et au-delà une Union Européenne (UE), minées et de plus en plus guettées par le national-libéralisme.

Dans ces circonstances la question de l'alternative à construire ne peut plus constituer un simple jalon sur la voie d'une perspective communiste lointaine. L'urgence de réponses révolutionnaires devient manifeste. Elle acquiert même une dimension politique première. On en trouve la preuve dans les faits d'actualité les plus débattus aujourd'hui.

1/ Les vaccins biens publics mondiaux. Pour venir à bout du coronavirus c'est toute l'humanité (7,6 milliards de personnes) qu'il faut immuniser. Ignorer les peuples des pays en développement comme des parias insolubles est non seulement indigne moralement mais totalement inefficace. Sous peine de rester partout et longtemps prisonnier de la pandémie ou d'un de ses retours de flamme « *déviant* ». Le besoin de faire des vaccins du covid 19 un bien public mondial s'impose jusqu'en haut des débats d'actualité.

La contradiction entre les diktats de gestion imposés par les marchés financiers, les actionnaires des laboratoires pharmaceutiques et la nécessité de vacciner tout le monde, est devenue éclatante. La légitimité à s'affranchir des brevets pour la fabrication de vaccins - seul moyen de protéger tous les êtres humains - est de mieux en mieux reconnue.

Une maîtrise publique de la fabrication à l'injection des doses est indispensable. Et on peut rassembler sur cette idée communiste. Comme le prouve le succès de la pétition « *Pas de profits sur la pandémie* ».

La bataille est âpre, les multinationales de la pharmacie bétonnent, jouent de leurs monstrueux réseaux d'influence politique pour défendre « *la propriété intellectuelle* » privée. Mais ce petit monde-là a beau se faire appeler « *big pharma* », il est sur la défensive. Le roi est nu. Sa méthode de gouvernance, ses petits arrangements avec un personnel politique aussi corrompu que dépassé, ont glissé en pleine lumière. Ligotés aux dogmes du capital financier ils laissent apparaître l'ampleur des gâchis et des détournements de fonds contre l'humanité, au profit des actionnaires et de la planète boursière.

La nécessité de défendre et d'étendre les conquies de la sécurité sociale, impulsée jadis par le communiste Ambroise Croizat, surgit avec force. Cette « *sécu* », ne la doit-on pas à un rassemblement très large qui a tiré toute sa puissance de son contenu et de sa réponse de civilisation à une donnée concrète de la situation concrète d'alors.

Aujourd'hui c'est la nécessité d'étendre comme jamais les droits des travailleurs et des citoyens qui est devenue manifeste. Elle saute aux yeux dans le domaine de la santé pour la mise en place d'un vrai accès universel aux soins. Quand est révélée la dimension structurelle du désastre du « *modèle* » sanitaire privatisé des Etats-Unis, le pays de loin le plus touché par les ravages de la pandémie, avec plus de 524.000 morts du coronavirus officiellement enregistrés au 6 mars 2021.

Cette nécessité d'étendre les droits des travailleurs et des citoyens est devenue manifeste également face au regard des potentiels cataclysmes sociaux qui émergent dans cette période. Elle appelle un saut qualitatif de nos protections sociales contre les critères de rentabilité financière du capital. Pour éradiquer le chômage grâce à un système incluant la sécurité de l'emploi, de la formation sans perte de revenu tout au long de la carrière professionnelle.

2/ Urgence sociale et climatique. Une extension inédite de la démocratie est indispensable pour infléchir les priorités productives et les choix de gestion des entreprises. Pour se libérer de la prédation des richesses au profit d'un étroit cercle d'oligarques, de leurs souscriptions d'investissements qui nuisent à la survie de la planète, déstabilisent délibérément les avancées sociales et confisquent leur utilisation dans des opérations spéculatives. La rentabilité financière ne peut plus être le paramètre suprême. Il faut des nouveaux pouvoirs d'intervention et de gestion des travailleurs, et au-delà des citoyens, des élus pour sortir de ces funestes logiques.

Le capitalisme emmène l'humanité dans le mur. Les priorités du capital sont antagoniques de l'intérêt public. Mais un nouveau paradigme fondé sur le bien commun, sur des choix dévoués au développement de tous et à la survie de l'humanité ne viendra pas spontanément d'une conversion des traders des marchés touchés par la grâce d'une quelconque révélation verte. C'est pour construire cette nouvelle société qui tambourine sans obtenir de réponse aux urgences, que des droits d'intervention et des pouvoirs nouveaux sont requis. Tous ceux qui en sont aujourd'hui exclus aspirent parfois explicitement, le plus souvent

confusément à les exercer, comme l'a révélé le mouvement des gilets jaunes.

3/l'échec mortifère de l'effacement

S'effacer à nouveau, nourrir l'illusion que l'on peut déléguer ses pouvoirs au plus populaire des personnages de gauche, fut-il passé maître dans la harangue et la diatribe populistes, conduit à programmer les mêmes échecs les mêmes lendemains qui déchantent qu'aux échéances précédentes. Avec des effets de marginalisation toujours plus mortifères pour la force révolutionnaire. A un moment où pourtant les travailleurs, notre peuple, ont plus besoin d'elle que jamais. Un rapide examen des vraies fausses solutions portées par Jean-Luc Mélenchon, le dit tribun de la gauche, permet de cerner l'erreur - cette fois sans doute fatale - qui consisterait à lui signer un chèque en blanc.

Pour mémoire : la régression nationaliste flattée sous couvert de souverainisme, les propos péremptores et martiaux sur les comptes qu'il faudrait régler avec une « filière tchétochène », en toute récupération de l'émotion soulevée par l'assassinat de Samuel Paty, les raccourcis redoutables et diviseurs faisant des migrants des alliés du capital désireux d'obtenir un moins disant social « *chez nous* » dans la mondialisation; sans oublier l'appel à engager les armes contre la Lybie de Kadhafi en 2011 à la faveur du siège de Benghazi, aux côtés de Nicolas Sarkozy et des Etats-Unis qui ont alors fait donner l'OTAN avec les effets que l'on sait, sont tous autant d'épisodes bien réels.

Ajoutons à ces faits la démagogie écologiste antinucléaire et antiscientifique du personnage qui lui fait recommander , imperturbable sur ce dossier, de jeter à l'opprobre l'atout que représente pour notre pays la maîtrise de l'atome civil et

de sa filière de production d'électricité dé-carbonée. En dépit du droit à l'énergie et du dévouement au service public de ses femmes et de ses hommes hautement compétents qui savent se mobiliser si fort aujourd'hui contre le projet de libéralisation HERCULE, précisément parce qu'ils se revendiquent de contenus - encore eux - à hauteur des intérêts du plus grand nombre.

Il faut un candidat communiste à l'élection présidentielle. Surtout pas pour y faire de la figuration mais au contraire pour commencer à rassembler le plus largement possible sur le besoin d'alternatives révolutionnaires qui émergent si fort dans cette période. Saluons Fabien Roussel, le secrétaire national du PCF, qui a eu l'audace de se porter volontaire dans cet exercice rendu si complexe par notre effacement politique délibéré pratiqué ces dernières années. La tâche est rude. Mais c'est le seul moyen d'être comptable de l'utilité PCF, de lui permettre progressivement de retrouver la place attendue par la société, par nos concitoyens dans un instant si crucial, celui des urgences sanitaires, économiques, sociales et climatiques.